



DÉCLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE CTL du 04 mars 2021

Monsieur le Président,

En ce 4 mars 2021, nous ne pourrions commencer ce CTL sans faire un bilan, certes non exhaustif, de l'année écoulée.

Il y a un an, nous vous alertions quant à l'émergence d'un virus, nommé COVID 19. Nul n'aurait pu prévoir cette pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Ni l'impact que cela aurait sur l'organisation de nos services et surtout sur la santé des agents.

La DDFIP du Var, légèrement moins impactée lors de la 1ère vague, a dû faire face depuis l'automne à des foyers infectieux dans divers sites. Même si nous n'avons pas toujours le même point de vue quant à la détermination des cas contact et des mesures à mettre en œuvre, le processus de désinfection est maintenant rodé.

Les protections individuelles (masques, désinfectants, plexiglass) ont été déployées.

Cependant, la mise en place de mesures de prévention collective reste le meilleur moyen de protéger les agents. Le déploiement du Télétravail, recommandé, plébiscité, et même fortement incité par la ligne hiérarchique (Ministres, Directeur Général, directeurs locaux) peine à atteindre un taux optimal à la DGFIP.

Bien évidemment, le matériel informatique arrivant par vagues à la direction est déployé dès réception, grâce à la diligence des équipes de la CID, fortement mobilisées depuis très longtemps.

Cependant, les mentalités ont du mal à évoluer, et il est encore trop fréquent de constater une défiance envers les télétravailleurs. Il ne faut pas oublier qu'un télétravailleur reste avant tout un travailleur. Et dans de très nombreux services, une organisation efficace permet de concilier présentiel et distanciel, formation des nouveaux agents et répartition par rotation des missions non télétravaillables telles que accueil des usagers, téléphone, courrier...

Pour **Solidaires**, **FO** et **CGT** FiP, le télétravail, basé sur le volontariat, reste à ce jour, en cette période où la contamination aux variants ne cesse d'augmenter, la meilleure solution de protection des agents tout en assurant un maintien de l'activité professionnelle de haut niveau. Nous resterons cependant attentifs aux dérives que cela pourrait induire !

Malgré la maladie, la peur voire l'angoisse face à l'inconnu, les agents de la DGFIP se sont pleinement mobilisés afin d'assurer la continuité de leurs missions, essentielles (ou non considérées comme telles), cependant fondamentales !

Le Directeur Général le dit : la DGFIP arrive en tête de toutes les administrations avec un taux de satisfaction global de 84 % en hausse de 3 points ! L'investissement sans faille des agents ne peut qu'être souligné et mis en valeur.

Que ce soit lors des campagnes (déclaratives ou de recouvrement), que ce soit depuis la mise en place de Fonds de Solidarité, les différents acteurs de la DGFIP, professionnellement et humainement totalement mobilisés, répondent à ces missions dans un contexte sanitaire inédit et très tendu, et ce malgré les formulaires illisibles, les bugs informatiques à tout-va, le sous-dimensionnement des serveurs et des équipements informatiques, l'incompréhension des contribuables, les casse-têtes chinois mis en place par la haute fonction publique...

Bien qu'il soit de bon ton de vanter la transformation numérique, la digitalisation, l'intelligence artificielle, le datamaning ..., il ne faut pas, pour autant, oublier que ce sont bien des agents, des femmes et des hommes, qui permettent, par leur engagement et leur professionnalisme, malgré les attaques et le dénigrement à la mode des fonctionnaires, d'assurer la continuité des missions de services publics, dont l'efficacité, la réactivité, l'importance a tellement été mis en exergue cette dernière année.

Il est important de le souligner.

Surtout que ces surcharges de travail viennent s'ajouter à un contexte de suppressions d'emploi d'ampleur depuis des années ! Comment faire plus avec moins de moyens !

La DGFIP est l'administration qui supprime le plus d'emplois depuis 10 ans, alors même que cette grande administration, placée au cœur de l'État, assure à la fois la dépense mais aussi la recette de l'État !

Oh pardon, vous nous répondez que la DGFIP embauche quelques contractuels et services civiques et que les usagers ont internet ! Quelle gageure !

N'oublions pas que le pays repose en partie sur l'investissement professionnel des fonctionnaires : soignants, professeurs, policiers, pompiers, agents des services sociaux... et bien évidemment des Finances Publiques !

Il y a ceux qui sauvent les vies, et ceux qui contribuent à les faciliter !

Nul besoin d'un « big bang de la fonction publique », visant surtout à éradiquer ces corps de fonctionnaires ayant pourtant prouvé leur caractère incontournable au service de la population lors de la crise sanitaire !

Solidaires, FO et CGT FIP exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- des embauches statutaires à hauteur des besoins de l'exercice de toutes les missions de la DGFIP.
- le renforcement du statut de fonctionnaire, seul garant de leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et de l'égalité de traitement des citoyens.

**SOLIDAIRES, FO et CGT FIP exigent l'abrogation de la loi de transformation publique !
SOLIDAIRES, FO et CGT FIP exigent le maintien des CHSCT et de leurs budgets dédiés.**

Et comment ne pas aborder dans ce bilan le sujet du NRP, ou nouveau réseau de proximité. Est-il utile de rappeler que ce NRP n'est ni nouveau, ni une amélioration du réseau, ni de proximité ? Il n'est prétexte qu'à une massification des tâches dans des SIE, SIP, SPF regroupés et dans les SGC nouvellement créés en lieu et place des trésoreries supprimées. Il faut aussi garder à l'esprit le volet budgétaire non négligeable de cette réforme qui permet des économies d'échelle (loyers des structures supprimées, économies de fluides, travail à distance et donc suppression d'emplois, baisse des frais d'affranchissement) !

Après la première vague de déploiement de ce plan, force est de constater qu'à ce jour, le NRP se conjugue avec une récurrence de problèmes quotidiens pour engendrer un véritable tsunami de courriels, d'appels téléphoniques, auxquels viennent s'ajouter un inventaire à la Prévert de problèmes informatiques ainsi que les conséquences de la crise sociale sur les usagers... Les services sont surchargés et peinent à faire face.

Le sentiment d'abandon des agents de tout grade est prégnant !

Comment vanter le renforcement de la proximité via des points de contact dans les territoires, en oubliant au passage de préciser que ces permanences plus que ponctuelles ont pour ambition de remplacer plus de 1000 implantations pérennes de la DGFIP à l'horizon de 2023 ? Que le réseau comptable constitué de 3443 postes en 2019 sera réduit de 50 % en 2023 ?

Non seulement le NRP mène les services dans une impasse, mais par-dessus le marché, il accentue la dégradation des conditions de travail des agents. Le lien de cause à effet entre Risques Psycho-Sociaux et NRP est d'ores et déjà visible ! Entre resserrement, industrialisation à outrance des missions, agents taillables et corvéables à merci, le NRP débouchera indubitablement sur un épuisement et une perte du sens au travail de nos collègues.

Il en est de même pour les fusions : si une illustration devait être donnée, nous ne pourrions que mentionner les services des SPF ! Car après la fusion « réussie » des SPF de Draguignan le 15 octobre 2020, c'est désormais au tour des SPF Toulonnais de s'y coller ce jeudi 4 mars de l'an de grâce 2021.

« A Draguignan, les méthodes de travail sont désormais harmonisées, le maillage territorial adapté, les différents savoirs-faire et le pilotage renforcés. Cette expérience doit bénéficier aux SPF Toulonnais pour réaliser cette opération technique à forts enjeux ».

Pour le lecteur d'Ulysse Var, tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes et c'est donc dans la joie, l'allégresse et la sérénité que les SPF toulonnais vont pouvoir fusionner.

Mais les infos réelles en provenance de Draguignan sont bien différentes et très anxiogènes. Le service est en perdition, les délais se sont effondrés nombre de tâches sont en souffrance, comme les agents de tous grades.

Au vu du nombre d'arrêts de maladie sur la période, l'inquiétude est légitime. Un droit

d'alerte a d'ailleurs été déposé par l'intersyndicale Solidaires-FO-CGT. Et malgré le nombre conséquent de renfort de tous types (agents BNIPF, agents d'autres services en télétravail réquisitionnés, auxiliaires recrutés dont une retraitée, EDR), le SPFE de Draguignan est encore dans une situation catastrophique !

Le naufrage du second Titanic SPF varois est annoncé, mais pour Solidaires, FO et la CGT, ce n'est pas aux agents de subir les conséquences de décisions qui ne vont pas dans le bon sens.

Plus globalement, pour **Solidaires, FO et CGT** FiP, la seule réponse pour sortir de l'ornière passe par le **RETRAIT** du NRP et des réformes régressives qui l'accompagnent !

Enfin, nous rappelons ici notre demande concernant la sécurisation des sites varois. En effet, il est fait mention dans les fiches préparatoires de ce CTL, de sommes allouées en prévision du maintien de vigiles sur les grands sites, en cas de prolongation de la crise sanitaire.

Malgré l'hétérogénéité des situations des différents sites du département, nous avons porté à votre attention l'impératif recours à ces professionnels, aussi bien dans la cadre sanitaire (appréhension et respect de la jauge), que sécuritaire (maintien de l'ordre dans les files d'attente).

Sur ce point, vous pouvez donner une réponse dès aujourd'hui.